

## Accord cadre pour missions de coordination SPS (Sécurité et Protection de la Santé) et de préventeur HSCT (Hygiène Sécurité et Conditions de Travail)

<b>1</b>	<b>ACCORD-CADRE</b> valant Acte d'engagement (AE) et Cahier des Clauses Particulières (CCP)
----------	--

**Maître d'Ouvrage** (MO) :

AEROPORT DE BALE-MULHOUSE  
BP 60120  
F-68304 SAINT LOUIS CEDEX  
  
FLUGHAFEN BASEL-MULHOUSE  
Postfach 43  
CH-4030 BASEL  
[www.euroairport.com](http://www.euroairport.com)

**Représentant du Maître d'Ouvrage** :

M. Guilhem PIAT  
Directeur du Département INFRASTRUCTURES

En charge du dossier

**M. Marc MISLIN**

Coordinateur Sécurité et Technique  
Service Infrastructure Réseaux Energies Fluides  
Tél. : 03 89 90 25 67  
E-mail : [mmisslin@euroairport.com](mailto:mmisslin@euroairport.com)

Adresse du profil d'acheteur : [www.marches-securises.com](http://www.marches-securises.com)

***Le présent document est A SIGNER, pour l'offre, EN FIN D'ARTICLE 18***

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - CONTRACTANT</b>	<b>3</b>
1.1 – Entreprise unique (rayer en cas d'entreprises groupées) .....	3
1.2 – Groupement de personnes .....	4
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>5</b>
2.1 – Plateforme collaborative.....	5
2.2 – Sous-traitance .....	5
2.3 – Obligation de discrétion .....	5
<b>ARTICLE 3 - FORME DES BONS DE COMMANDE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 – MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 - LES TERMES NON DEFINIS PAR L'ACCORD-CADRE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 - PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES BONS DE COMMANDE</b>	<b>6</b>
6.1 – Pièces particulières (jointes à l'accord-cadre ou aux bons de commande) .....	6
6.2 – Pièces générales auxquelles feront référence les bons de commande .....	6
<b>ARTICLE 7 – DURÉE - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS</b>	<b>7</b>
7.1 – Durée de l'accord-cadre - entrée en vigueur .....	7
7.2 – Durée /Délais des bons de commandes.....	7
7.3 – Pénalités pour absence de réponse aux consultations pour les 2 lots .....	7
7.4 – Pénalités pour retard dans l'exécution des bons de commande .....	7
7.5 – Pénalités pour indisponibilité.....	8
<b>ARTICLE 8 – MONTANT ET QUANTITÉ DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 – PRIX - CONTENU – VARIATION DES PRIX</b>	<b>8</b>
9.1 – Prix des commandes .....	8
9.2 – Contenu des prix .....	8
9.3 – Variation des prix .....	8
<b>ARTICLE 10 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	<b>9</b>
10.1 – Avances .....	9
10.2 – Retenue de garantie.....	9
10.3 – Cautionnement .....	9
<b>ARTICLE 11 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION – RECEPTION DES PRESTATIONS OBJET DES COMMANDES - ACHEVEMENT DE LA MISSION</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 – MODALITÉS DE PAIEMENT DES PRESTATIONS OBJET DES BONS DE COMMANDE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13 – REGLES DE SURETE ET DE SECURITE LIEES A L'EXPLOITATION DE L'AEROPORT</b>	<b>10</b>
13.1 – Cadre légal et réglementaire.....	10
13.2 – Modalités d'obtention .....	11
13.3 – Généralités .....	11
13.4 – Obligations douanières .....	12
13.6 – Saisie-arrêt .....	12
13.7 – Règlementation générale – Droit applicable .....	12
13.8 – Sécurité des Systèmes d'Information.....	13
13.9. Protection des données à caractère personnel .....	13
<b>ARTICLE 14 – RESPONSABILITE &amp; ASSURANCE</b>	<b>14</b>
14.1. - Responsabilité.....	14
14.2. - Assurances .....	14
<b>ARTICLE 15 – MODIFICATIONS DE L'ACCORD - OPTIONS</b>	<b>15</b>
15.1 – Sans qu'il soit besoin de l'acter par un avenant en cas de : .....	15
15.2 – Dans le cadre des clauses de réexamen suivantes : .....	15
15.3 – Par un avenant en cas de : .....	15
15.4 – Tranches.....	16
15.5 – Reconduction .....	16
<b>ARTICLE 16 – RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>16</b>
16.1 – Résiliation.....	16
<b>ARTICLE 17 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES BONS DE COMMANDE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 18 - ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LA PCM</b>	<b>16</b>

## Accord-Cadre

### OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre concerne les prestations pour des missions de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (Coordination SPS) et de Préventeur Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (Préventeur HSCT) pour l'Aéroport de Bâle-Mulhouse, sur territoire français.

### MODE DE PASSATION CHOISI

Procédure négociée ouverte avec publicité préalable soumise aux dispositions et règles d'attribution de marchés édictées par l'Aéroport de Bâle-Mulhouse dans ses Procédures Générales de passation et d'Attribution des Marchés (PGAM, article 16.4).

### PERSONNE HABILITEE A SIGNER L'ACCORD CADRE

La Personne en Charge du Marché (PCM), habilitée à signer l'accord-cadre est soit le Directeur Général, soit le Directeur Général Adjoint de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse, par délégation du Conseil d'Administration.

La qualité de la Personne en Charge du Marché (PCM) désignée dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre est spécifiée dans le cadre acceptation de l'offre en fin de document.

La PCM délègue, sous sa responsabilité, la signature des bons de commande et le suivi des prestations au Directeur du Département Infrastructures de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse.

### COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS

Monsieur l'Agent Comptable de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse

### CONSTITUTION DE L'ACCORD CADRE

L'Accord cadre est constitué du présent document et des bons de commandes en découlant.

## ARTICLE 1 - CONTRACTANT

### 1.1 – Entreprise unique (rayer en cas d'entreprises groupées)

#### Personne morale seule

Je soussigné, (nom, prénom) : .....

agissant en mon nom et pour le compte de la Société : .....

au capital de : .....

ayant son siège social à : .....

.....

Téléphone : ..... Courriel : .....

et immatriculée sous le numéro : ..... à : .....

SIRET : .....

- ◇ après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Générales Produits et Services de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse (CCG) et des documents qui y sont mentionnés, des documents contractuels, réglementaires ou documentaires qui y sont mentionnés, et m'y conformer sans réserve ;
- ◇ après avoir pris pleine connaissance de tous documents utiles à la réalisation des prestations ainsi que des sites, des lieux de livraison et/ou d'installation des matériels ou fournitures et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution de mes prestations ;
- ◇ après avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations, résultant notamment d'un aéroport en fonctionnement, et m'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité ;

- ◇ après avoir procédé, si elle m'a semblé nécessaire, à une visite détaillée du site et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des prestations et fournitures, aux accès et aux abords, ainsi que de l'organisation et du fonctionnement de l'aéroport notamment sur le plan de la sûreté ;
- ◇ après avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, m'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, m'être entouré de tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public ;  
**affirme**, sous peine de résiliation de l'accord cadre, que je suis titulaire des polices d'assurances garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encoure,

**m'engage sans réserve**, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à livrer les fournitures demandées et exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 6 (six) mois à compter de la date limite de remise des offres fixée dans le règlement de la consultation.

## 1.2 – Groupement de personnes

Nous soussignés, **groupement conjoint/solidaire**

Nom et prénom : .....  
 agissant **au nom et pour le compte de la Société** : .....  
 .....  
 au capital de : .....  
 ayant son siège social à : .....  
 .....  
 Téléphone : ..... Courriel : .....  
 et immatriculée sous le numéro : ..... à : .....  
 SIRET .....

Nom et prénom : .....  
 agissant **au nom et pour le compte de la Société** : .....  
 .....  
 au capital de : .....  
 ayant son siège social à : .....  
 .....  
 Téléphone : ..... Courriel : .....  
 et immatriculée sous le numéro : ..... à : .....  
 SIRET .....

- ◇ après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Générales Produits et Services de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse (CCG) et des documents qui y sont mentionnés, des documents contractuels, réglementaires ou documentaires qui y sont mentionnés, et m'y conformer sans réserve ;
- ◇ après avoir pris pleine connaissance de tous documents utiles à la réalisation des prestations ainsi que des sites, des lieux de livraison et/ou d'installation des matériels ou fournitures et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution de mes prestations ;
- ◇ après avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations, résultant notamment d'un aéroport en fonctionnement, et m'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité ;
- ◇ après avoir procédé, si elle m'a semblé nécessaire, à une visite détaillée du site et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des prestations et

fournitures, aux accès et aux abords, ainsi que de l'organisation et du fonctionnement de l'aéroport notamment sur le plan de la sûreté ;

- ◇ après avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, m'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, m'être entouré de tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public ;

**affirmons**, sous peine de résiliation du marché, que nous sommes titulaires des polices d'assurances garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons,

**nous engageons sans réserve**, en tant qu'entreprises groupées, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à livrer les fournitures demandées et exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 6 (six) mois à compter de la date limite de remise des offres fixée dans le règlement de la consultation.

**L'entreprise \_\_\_\_\_ est le mandataire des entreprises groupées conjoints/solidaires.**

## ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les termes régissant les bons de commandes à passer au cours de la période fixée à l'article 7.

L'objet de cet accord et des bons de commande qui seront conclus sur son fondement concerne les prestations définies dans le Cahier des Charges (2.CDC), et nécessaires à l'Aéroport de Bâle-Mulhouse.

Divers types de missions peuvent être réalisées au travers du présent accord-cadre.

Missions	Traitement
Mission de coordination SPS (Sécurité et Protection de la Santé) Mission de préventeur HSCT (Hygiène Sécurité et Conditions de Travail)	Bon de commande

L'accord-cadre est mono-attributaire et n'est pas alloti.

### 2.1 – Plateforme collaborative

L'intégralité des échanges documentaires liés aux projets, à défaut de validation par l'Aéroport de la solution proposée par le titulaire, se fait via les sites projets créés par les services de l'Aéroport sur le hub principal EuroAirport Bâle Mulhouse sur la plateforme AUTODESK CONSTRUCTION CLOUD avec les modules DOCS et BUILD.

En cas de besoin, l'Aéroport fournira les licences nécessaires à la bonne réalisation de chaque projet à tous les intervenants.

Au démarrage du projet, ces intervenants renseigneront un formulaire dématérialisé avec la liste du personnel nécessitant un accès aux divers projets.

### 2.2 – Sous-traitance

La sous-traitance est interdite.

### 2.3 – Obligation de discrétion

Le titulaire s'engage, tant en son nom personnel que pour le compte de la société ou du groupement qu'il représente, à maintenir sur toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de la mission confiée par le présent accord-cadre une totale confidentialité.

Cet engagement vaut également pour tout renseignement parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du service, que ces renseignements soient transmis volontairement ou fortuitement par le personnel de l'Aéroport, par du matériel ou par inscription sur quelque support que ce soit.

Le titulaire s'engage notamment :

- à prendre toute mesure de nature à assurer le respect du présent engagement par les préposés et, ou, sous-traitants, à quelque titre que ce soit, de la société ou du groupement d'entreprises qu'il représente ;
- à n'utiliser les informations et renseignements visés ci-avant que pour les besoins de l'exécution du présent contrat ;

et, en l'absence du consentement préalable et écrit de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse :

- à ne pas enregistrer ni reproduire ces informations, en totalité ou en partie, de quelque façon que ce soit, ni pour quelque motif que ce soit ;

- à ne pas divulguer ces informations à des tiers, en totalité ou en partie, de quelque façon que ce soit, ni pour quelque motif que ce soit ;

Le titulaire est informé que toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion des prestations qu'il réalise sont réputées confidentielles jusqu'à l'autorisation préalable et écrite de l'Aéroport de procéder à leur reproduction, leur enregistrement ou leur divulgation. Elles ne peuvent, sans cette autorisation, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché.

En cas de violation du présent engagement, l'Aéroport se réserve le droit de mettre fin au contrat relatif à la mission sus décrite, dans le délai de huit (8) jours après mise en demeure de remédier au manquement constaté envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée infructueuse, sans préjudice des dommages et intérêts auquel l'Aéroport pourrait prétendre.

Le présent engagement est valable pendant une durée de CINQ (5) ans à compter de la date de signature du dernier bon de commande.

### ARTICLE 3 - FORME DES BONS DE COMMANDE

Le Département INFRASTRUCTURES de l'Aéroport est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre. Néanmoins, d'autres services seront amenés à être ses interlocuteurs.

La personne chargée du suivi de l'exécution de l'accord-cadre est le coordinateur sécurité et technique (coordonnées en page de garde).

Le cahier des charges précise l'organisation entre l'Aéroport et le titulaire pour déterminer la nature précise des opérations pour lesquelles l'Aéroport sollicitera le titulaire.

Pour la passation de chaque commande de prestations, les détails sont indiqués dans le cahier des charges.

### ARTICLE 4 – MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDES

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, le titulaire sera consulté dès la survenance du besoin.

Les offres remises dans le cadre des commandes engagent le titulaire de l'accord-cadre.

Les délais de remise des offres seront au maximum de 5 (cinq) jours ouvrés.

La notification du bon de commande consistera en l'envoi par courriel de la commande signée par le responsable budgétaire du projet et/ou via la plateforme ACC.

Le titulaire de l'accord-cadre doit répondre à toutes les consultations fondées sur l'accord-cadre.

L'absence répétée de réponses peut entraîner les sanctions prévues aux articles 7.3 et 16.1 du présent document.

Chaque commande sera attribuée sur le **critère unique du prix**.

### ARTICLE 5 - LES TERMES NON DEFINIS PAR L'ACCORD-CADRE

Les termes non couverts par l'accord-cadre qui feront l'objet d'une mise en concurrence sont :

- le périmètre de chaque opération
- les missions
- les délais.

### ARTICLE 6 - PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES BONS DE COMMANDE

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre et des bons de commande sont les suivantes par ordre de priorité :

#### 6.1 – Pièces particulières (jointes à l'accord-cadre ou aux bons de commande)

- Le présent accord-cadre valant acte d'engagement et CCP
- Le cahier des Charges (CDC) et ses annexes
- Le Bordereau de Prix Unitaires
- Le Devis Estimatif
- Le mémoire technique
- Les commandes passées sur la base de l'accord-cadre.

#### 6.2 – Pièces générales auxquelles feront référence les bons de commande

La réglementation française en vigueur s'applique à l'accord-cadre concerné et toute la réglementation technique française est applicable aux commandes.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date limite de remise de l'offre ; ces pièces générales, que le titulaire déclare parfaitement connaître, ne sont jointes ni à l'accord-cadre ni aux commandes. Elles sont disponibles sur le site [Principes généraux d'achat | EuroAirport](#)

Le Règlement d'Exploitation de l'aire de mouvement (circulation sur la plateforme) de l'Aéroport est disponible sur demande.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées au présent article.

## ARTICLE 7 – DURÉE - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

### 7.1 – Durée de l'accord-cadre - entrée en vigueur

La durée de l'accord-cadre est de 2 ans ferme à compter de la réception du 1<sup>er</sup> bon de commande. Il est reconductible deux (2) fois dans les conditions décrites à l'article 15.5 ci-dessous.

Si les prestations réalisées atteignent le montant maximum prévu à l'article 8 de l'accord-cadre avant la fin de la durée d'exécution de celui-ci, soit l'accord-cadre est clos, soit le il est reconduit conformément à l'article 15.5 ci-dessus.

### 7.2 – Durée /Délais des bons de commandes

La durée de chaque bon de commande sera indiquée dans le bon de commande et ses annexes.

Le délai de chaque bon de commande démarrera à la réception de la commande sauf stipulation contraire dans le bon de commande.

L'attribution des commandes ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Toutefois les prestations d'un bon de commande en cours d'exécution à la date d'expiration de l'accord-cadre seront poursuivies jusqu'à leur achèvement.

### 7.3 – Pénalités pour absence de réponse aux consultations pour les 2 lots

En cas d'absence de réponse à une consultation, un montant forfaitaire de 1000 (mille) € HT pourra être déduit d'une des commandes en cours ou à venir.

Un constat de plus de 3 absences de réponse aux consultations peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 16.1 ci-après.

### 7.4 – Pénalités pour retard dans l'exécution des bons de commande

Les pénalités ci-dessous sont exprimées en euros hors taxes et sont applicables, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, aux montants hors taxes des acomptes ou décomptes partiels ou définitifs de l'entreprise.

Type de pénalités	Montant en € HT / jour calendaire
Pour tout manquement à la sécurité entraînant un risque pour l'exploitation de l'Aéroport	1000 € par manquement constaté
Pour tout retard dans la présentation ou la remise des différents documents nécessaires au maître d'ouvrage et/ou maître d'œuvre, pilote	450 € (quatre cent cinquante euros)
Sur convocation du maître d'œuvre, pour toute absence ou retard supérieur à 30 minutes aux réunions de chantier	150 € (cent cinquante euros)
Sur invitation de l'Aéroport, pour toute absence non justifiée préalablement à une réunion	150 € (cent cinquante euros)
Pour tout manquement dans l'organisation de chantier et/ou défaut d'exécution des missions ayant engendré des dysfonctionnements en termes d'activité ou d'exploitation de l'Aéroport	500 € (cinq cents euros) Par <b>heure</b> d'exploitation dégradée
Pour toute absence ou retard dans l'exécution d'une prestation nécessitant la présence ou un accompagnement par un agent de sûreté ou technicien missionné par le Maître d'Ouvrage	Prise en charge par le titulaire du marché des heures d'immobilisation

Pour tout retard dans la remise des formulaires de demandes de badges pour accès aux zones de chantier au-delà de 8 jours suivants la notification du marché	300 € (trois cents euros)
Pour non port du badge de sûreté dans les zones où il est obligatoire : par personnel non muni,	500 € (cinq cents euros) par constat
Pour non port des équipements de protection individuelle requis : par personnel non muni	100 € (cent euros) par constat
Pour port d'un gilet réfléchissant non identifié au nom de l'entreprise qui emploie le personnel : par personnel et par constat par jour,	50 € (cinquante euros)

Par ailleurs, concernant les manquements à la sécurité, à la sûreté, à l'hygiène, ainsi qu'aux arrêts totaux ou partiels d'exploitation, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, en l'absence de réaction immédiate du titulaire pour le rétablissement de la situation, de faire appel à l'entreprise de son choix, sans préavis ni mise en demeure, et aux frais et risques du titulaire, pour effectuer les mesures d'urgence qu'il jugera nécessaires.

Il est précisé que les pénalités mentionnées au présent article ne se substituent pas aux sanctions administratives et financières qu'encourent l'entreprise et le personnel en infraction en cas de manquement à la sûreté ou à la sécurité.

#### **Absence aux réunions de chantier**

Les absences excusées restent des absences donnant lieu à pénalités. L'entreprise doit toujours se faire représenter par une personne compétente et habilitée à engager l'entreprise sur des sujets administratifs, techniques et financiers.

### **7.5 – Pénalités pour indisponibilité**

En cas d'absence injustifiée des personnes clé prévues à des étapes importantes de projets (notamment : réunions de projet, réunions avec des autorités administratives), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 (mille) € HT.

En cas de récidive, l'Aéroport se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse demander une indemnisation quelconque.

## **ARTICLE 8 – MONTANT ET QUANTITÉ DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu sans minimum.

Le montant maximum de prestations que l'Aéroport pourra confier au titulaire pour 2 ans est de 650 000 € HT.

Toutefois l'accord-cadre ne confère aucune exclusivité sur les missions, l'Aéroport se réserve la possibilité de lancer une consultation pour des raisons particulières par l'Aéroport.

## **ARTICLE 9 – PRIX - CONTENU – VARIATION DES PRIX**

### **9.1 – Prix des commandes**

Chaque bon de commande est traité à prix forfaitaire.

### **9.2 – Contenu des prix**

Les prix sont exprimés en euro hors TVA, déplacements et documentation compris, franc de port pour toute fourniture sur territoire français et sont établis en tenant compte des contraintes :

- liées au fait que l'aéroport est binational ;
- liées au fait que l'aéroport reste en exploitation durant les prestations puis les travaux ;
- liées aux réglementations imposables à l'aéroport ;
- liées au fonctionnement et aux réglementations des deux états, français et suisse.
- liées au fonctionnement, à la sécurité des passagers et à la sûreté de l'aéroport et mentionnées à l'article 13 ci-dessous y compris les coûts engendrés par ces contraintes.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations ainsi que tous frais d'entreprise conformément aux dispositions des articles correspondants du CCG-Produits et services.

### **9.3 – Variation des prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont révisables dans les conditions définies à l'article 9.3.2

### **9.3.1. Choix de l'indice de référence**

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des prestations faisant l'objet du marché est : ING – Ingénierie – base 2010 (Identifiant Insee 001711010).

Cet indice est appliqué au marché selon les modalités du 7.6.3. ci-après. Cet index est publié sur le site de l'INSEE ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

### **9.3.2. Modalités de révision des prix**

La première année les prix sont fermes. Les prix sont ensuite révisés annuellement, y compris en cas de reconduction, par application de la formule :  $C_n = 0.15 + 0.85 (I_n/I_0)$

dans laquelle :

- $C_n$  est le coefficient applicable aux prix du marché à chacune des dates anniversaires du marché pour toutes les commandes des 12 mois suivants ;
- $I_0$  est la valeur de l'indice  $I$  au mois zéro d'établissement des prix
- $I_n$  est la valeur du dernier indice  $I$  publié à la date anniversaire du marché.

### **9.3.3. Révision provisoire**

Il ne sera pas effectué de révision provisoire. La révision des prix se fera dès le premier acompte suivant la parution de l'indice nécessaire à son calcul.

### **9.3.4. Arrondis**

Lors de la mise en œuvre de la formule de variation des prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante : si la 5ème décimale est comprise entre 0 et 4 inclus, la 4ème décimale est inchangée (arrondi par défaut), si elle se situe entre 5 et 9 compris, elle est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

## **ARTICLE 10 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **10.1 – Avances**

Aucune avance ne sera accordée au titulaire.

### **10.2 – Retenue de garantie**

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

### **10.3 – Cautionnement**

Le titulaire est dispensé de fournir un cautionnement.

## **ARTICLE 11 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION – RECEPTION DES PRESTATIONS OBJET DES COMMANDES - ACHEVEMENT DE LA MISSION**

Le contrôle des prestations est réalisé par chaque chef de projet en charge de son projet/consultation. Ce contrôle intervient dans les conditions prévues par le Cahier des Clauses Générales Produits et Services édité par l'Aéroport de Bâle-Mulhouse.

Chaque prestation commandée s'achève à la réception sans réserve des missions confiées par le bon de commande et décrites dans le CDC.

## **ARTICLE 12 – MODALITÉS DE PAIEMENT DES PRESTATIONS OBJET DES BONS DE COMMANDE**

Si la durée ou les délais d'exécution des bons de commande sont inférieurs à trois (3) mois, les prestations seront réglées en une seule fois.

Les comptes sont réglés suivant les dispositions de l'article 8 du CCG.

Le paiement interviendra dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de remise de la facture par le titulaire au Service comptabilité de l'Aéroport.

Sur ces factures, outre les mentions légales, les indications suivantes doivent y figurer :

- les nom et adresse du titulaire,

- le numéro de commande et l'interlocuteur indiqué sur la commande,
- le montant hors TVA des prestations effectuées par le titulaire depuis le début du marché par référence aux éléments du marché,
- le montant total hors TVA des prestations facturées dans la demande d'acompte précédente,
- par différence, le montant de la prestation exécutée et facturée à laquelle le titulaire peut prétendre,
- le taux et le montant de la TVA,
- le numéro de compte bancaire (IBAN) ou postal du titulaire où le versement doit être effectué.

Les factures sont déposées obligatoirement sous forme dématérialisée via **CHORUS**.

Pour déposer les factures, il est impératif de fournir/choisir les informations suivantes :

**Code service ou service exécutant : DEPARTEMENT INFRASTRUCTURE**

**Numéro d'engagement : CDE-2CCCC/NP = numéro du bon de commande**

Pour rappel, Chorus pro est une obligation légale pour toutes les entreprises françaises qui veulent dématérialiser leurs factures pour les personnes publiques. Toutes les informations utiles et nécessaires sont disponibles sur le site : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Le portail Chorus Pro est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Après vérification de l'Agent Comptable de l'Aéroport, les règlements des comptes au titulaire en application des modalités qui précèdent seront effectués par virement bancaire.

#### A. Paiements des cotraitants

En cas de cotraitance, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par l'ensemble des cotraitants des sommes à payer compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Dans le cas où le titulaire est un groupement de contractants solidaires, chaque paiement fait l'objet :

- de virements séparés pour les membres de ce groupement suivant la répartition indiquée dans l'acte d'engagement,
- d'un versement unique à un compte ouvert au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Dans l'hypothèse où un tel groupement serait partiellement composé d'entreprises suisses qui, auront demandé à être payées en francs suisses, chaque paiement fera l'objet de virements distincts libellés les uns en euros, les autres en francs suisses.

Préalablement au premier paiement, le mandataire du groupement solidaire devra justifier :

- que les membres du groupement ont accepté la répartition des paiements indiquée à l'acte d'engagement et définissant la part due à chaque cotraitant au titre du marché,
- ou fourni les références du compte ouvert au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Les paiements seront libellés à l'ordre des membres concernés du groupement.

#### B. Taxe sur la Valeur Ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA française en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Sauf disposition légale contraire, ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

#### C. Devises

Les marchés sont impérativement conclus en euros.

### **ARTICLE 13 – REGLES DE SURETE ET DE SECURITE LIEES A L'EXPLOITATION DE L'AEROPORT**

#### **13.1 – Cadre légal et réglementaire**

Les Formalités administratives pour accéder en zone réservée sur la plate-forme de l'aéroport et les contraintes de sécurité sont disponibles sur le site [Contrôle d'accès | EuroAirport](#)

Des règles strictes de sécurité - sécurité du travail et sécurité aéronautique - et de sûreté liées à l'exploitation de l'aéroport sont imposées par les autorités compétentes et par l'Aéroport, aux entreprises sous contrat avec l'Aéroport et à toutes personnes intervenant pour leur propre compte, à quelque titre que ce soit, sur l'aéroport.

Ces règles définissent notamment les conditions d'accès aux zones et aux secteurs de l'aéroport, d'utilisation des emplacements utilisables ou mis à disposition, la position des clôtures, la circulation des personnes et des véhicules ou l'utilisation des appareils de transmissions radio sur l'emprise aéroportuaire.

Ces règles sont définies par les textes suivants :

- en matière de sûreté et de sécurité :
  - l'arrêté de police en vigueur sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse

- les mesures particulières d'application.
- en matière de sécurité :
  - le manuel d'aérodrome de l'aéroport de Bâle-Mulhouse
  - le règlement européen 139/2014 et notamment :
    - Formation des personnels à la sécurité (ADR.OR.D.005 b. 8 et ADR.OR.D.017)
    - Activités sous-traitées (ADR.OR.D.010).

### 13.2 – Modalités d'obtention

#### Badges (titre de circulation)

Toutes les informations utiles sont disponibles à l'adresse <https://www.euroairport.com/fr/business-partenaires/surete-securite/surete/controle-acces.html>

Le titulaire communique aux services compétents, à l'aide des formulaires disponibles sur le site internet de l'Aéroport, les informations lui permettant d'obtenir les badges (personnels) nécessaires pour pénétrer en zone de sûreté à accès réglementé (ZSAR), étant précisé que ces badges, à la charge du titulaire, sont payants selon tarif en vigueur à la date de signature du marché.

La délivrance des titres d'accès est subordonnée à la présentation d'une attestation de formation à la sûreté d'une durée de 3 heures. Ces formations obligatoires et payantes sont dispensées en ligne sur le site [Formations aéroportuaires en e-learning | Butterfly Aero Training \(butterfly-training.fr\)](#).

Le titulaire est responsable de la communication de ces informations dans des délais compatibles avec le planning de réalisation des prestations et des travaux prévus par le marché.

Il est rappelé que le port du badge est obligatoire en zone de sûreté à accès réglementé (ZSAR) et qu'il doit constamment être visible. Le non-respect de ces obligations expose les contrevenants et leur employeur aux sanctions prévues par la réglementation et l'exclusion des fautifs hors de l'emprise de l'aéroport.

En outre, pour accéder à la ZSAR et circuler à l'intérieur de celle-ci, le titulaire du badge doit toujours être muni d'une pièce officielle d'identité permettant le rapprochement d'identité par les services de police ou les agents de sûreté de l'Aéroport.

#### Macarons véhicules

Toutes les informations utiles sont disponibles à l'adresse : [Badges et titres de circulation | EuroAirport](#)

Le titulaire communique aux services compétents, à l'aide du formulaire disponible sur le site internet de l'Aéroport, les informations lui permettant d'obtenir les macarons (véhicules) nécessaires pour pénétrer en zone de sûreté à accès réglementé (ZSAR).

L'accès à la ZSAR par les véhicules du titulaire est subordonné à la présence apparente du macaron sur le pare-brise du véhicule. Le non-respect de ces obligations expose les contrevenants et leur employeur aux sanctions prévues par la réglementation et l'exclusion des fautifs hors de l'emprise de l'aéroport.

#### Autorisations de conduire côté piste

Pour pouvoir circuler sur la plate-forme avec un véhicule sans accompagnateur, le Titulaire, ses personnels et ses éventuels sous-traitants sont tenus de disposer des autorisations requises.

Toutes les informations utiles sont disponibles à l'adresse : [Conduite côté piste | EuroAirport](#).

Pour toute question relative aux formations de conduite, un message peut être envoyé à : [aerotraining@euroairport.com](mailto:aerotraining@euroairport.com).

### 13.3 – Généralités

Les textes susvisés sont consultables sur le site internet de l'Aéroport ; la consultation peut être subordonnée à la détention d'un code d'accès délivré aux personnes concernées par le service de l'aéroport en charge de la sécurité. Ils peuvent être communiqués par l'Aéroport à la demande du titulaire.

Le Titulaire reste responsable du respect de ces règles par ses personnels, ses fournisseurs et ses sous-traitants intervenants sur l'aéroport.

Il est porté à la connaissance du titulaire qu'à ce titre toute personne constatant un manquement, une insuffisance ou une infraction aux règles de sécurité ou de sûreté en vigueur à l'aéroport est tenue d'en informer sans délai l'Aéroport en s'adressant à l'une des personnes suivantes : le responsable sûreté, le responsable sécurité ou le chef de l'opération, soit directement soit par l'intermédiaire de son supérieur hiérarchique.

Le titulaire veille à ce que tous les événements susceptibles d'avoir un impact sur la sécurité aéronautique soient signalés au service sécurité de l'aéroport à l'adresse suivante : [aerosafety@euroairport.com](mailto:aerosafety@euroairport.com).

Les conditions d'intervention du titulaire sur la plate-forme aéroportuaire sont précisées par les formalités

correspondantes figurant dans les pièces du marché. Toutefois, il appartient au titulaire, avant toute intervention, de vérifier auprès des services de l'Aéroport et des administrations compétentes qu'il respecte bien les contraintes et règlements en vigueur sur l'aéroport.

L'attention du titulaire est notamment attirée sur le fait que l'utilisation des engins de levage sur la plate-forme aéroportuaire est strictement réglementée et qu'il lui appartient d'obtenir toutes les autorisations nécessaires avant toute mise en place ou utilisation de ses appareils et engins.

D'une façon générale, le titulaire fait son affaire de l'obtention de toutes les autorisations, notamment administratives, nécessaires à l'exécution de son marché dans le respect des conditions qu'il fixe.

Le titulaire est réputé avoir pris précisément connaissance des contraintes liées à son intervention sur le site de l'aéroport et avoir intégré les coûts éventuels engendrés par celles-ci dans son offre de prix.

### **13.4 – Obligations douanières**

La livraison de fournitures, maquettes, l'amenée et le repli de matériels, outillages devront satisfaire aux obligations douanières en vigueur sur la plate-forme de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse.

### **13.6 – Saisie-arrêt**

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, l'Agent comptable de l'Aéroport auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra, sur les prochains paiements émis au titre du marché, l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

### **13.7 – Réglementation générale – Droit applicable**

Les prestations sont réalisées sur le territoire français dans le département du Haut-Rhin et c'est la réglementation française et le droit local d'Alsace-Moselle qui s'appliquent à elles et aux personnels employés par le titulaire directement ou indirectement (sous-traitance, intérim, etc.).

Le titulaire est tenu de respecter le droit local d'Alsace-Moselle et la réglementation française sous peine de résiliation du marché à ses frais et risques dans les délais les plus brefs et dans les conditions précisées au CCG.

Il en va de même pour les règles d'ordre social en vigueur dans le département du Haut-Rhin.

En cas de litige, le droit français et le droit local sont seuls applicables. Les tribunaux français sont seuls compétents. L'exemplaire original du marché est en français. Si des copies du marché en langue allemande ont été établies, elles n'ont qu'une valeur de traduction de courtoisie et n'engagent pas l'Aéroport. Le titulaire est réputé avoir pris totalement connaissance des dispositions du marché en langue française. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ou en allemand.

#### **13.7.1 Salariés détachés**

a. Tout employeur intervenant dans le cadre du présent marché qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux [articles L. 1262-1 et L. 1262-2](#), du code du travail français envoie sans délai à l'Aéroport avant le début de chaque détachement de salarié :

- copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale du Haut-Rhin de la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi), et effectué sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R1263-5 et R1263-7 du code du travail.

À défaut de s'être fait remettre la copie de la déclaration de détachement, l'Aéroport adresse, dans les 48 heures suivant le début du détachement, une déclaration à la DIRECCTE du lieu où débute la prestation, en utilisant le téléservice « SIPSI » du ministère chargé du travail.

- copie du document désignant le représentant de l'employeur sur le territoire français mentionné à l'article L1263-2-1, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 du code du travail, pendant la durée de la prestation.
- la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail précisant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'Aéroport à l'adresse suivante : <http://e-attestations.com>

b. L'Aéroport, informé par écrit par l'un des agents de contrôle mentionnés à l'article L8271-1-2 du code du travail du non-paiement partiel ou total du salaire minimum légal ou conventionnel dû au salarié détaché, par son cocontractant ou par un sous-traitant direct ou indirect, ou par un cocontractant d'un sous-traitant, enjoint à ce dernier, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser sans délai cette situation.

c. À défaut de régularisation de la situation dans le délai de 7 jours à compter de la réception de l'injonction envoyée par l'Aéroport, ce dernier met fin au marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

En cas de suspension de l'exécution du marché par une autorité administrative compétente dans les cas prévus par

l'article L1263-3 du code du travail, l'Aéroport met en œuvre les dispositions de l'article 49 du CCG Travaux.

### 13.7.2. Lutte contre le travail illégal

#### a. Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail ; cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'Aéroport à l'adresse suivante : <http://e-attestations.com>

A défaut, le marché est résilié aux frais et risques du titulaire sans mise en demeure préalable.

b. L'Aéroport, informé par écrit par l'un des agents de contrôle mentionnés à l'article L8271-1-2 du code du travail de la situation irrégulière du titulaire, enjoint à ce dernier, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser sans délai cette situation.

c. A défaut de régularisation de la situation par le titulaire dans le délai de deux mois à compter de la réception de l'injonction envoyée par l'Aéroport, ce dernier met fin au marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

### 13.8 – Sécurité des Systèmes d'Information

Le Titulaire s'engage à communiquer par écrit à l'Aéroport, dès sa détection, toute atteinte avérée à la sécurité de son système d'information.

À ce titre, le Titulaire en communique, tout au long du traitement de l'atteinte, tous les détails connus, y compris la nature, l'impact réel ou prévisible sur ses opérations et celles de l'Aéroport, ainsi que les mesures qu'il a prises ou qu'il doit prendre pour y remédier. Il met en place toutes les actions nécessaires pour minimiser les conséquences des atteintes avérées.

À défaut, l'Aéroport se réserve le droit de bloquer les échanges informatiques entre le Titulaire et l'Aéroport, et de suspendre l'exécution des contrats VPN, le Titulaire ne pouvant se prévaloir de ce blocage pour suspendre l'exécution de ses obligations contractuelles. Les coûts supplémentaires liés à exécution du marché qui pourraient résulter de ce blocage restent à la charge exclusive du Titulaire.

Il notifie les atteintes avérées aux autorités compétentes, notamment l'ANSSI et/ou la CNIL, dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

### 13.9. Protection des données à caractère personnel

Le Titulaire déclare être en conformité avec les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel et de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Afin d'offrir des garanties adéquates concernant la protection de la vie privée, et des libertés et droits fondamentaux des personnes lors de l'accès ou de l'utilisation par le Titulaire des données à caractère personnel qui sont sous la responsabilité de l'Aéroport, le Titulaire respecte et impose à toute personne, agissant sous son autorité, les obligations de sécurité et de confidentialité ci-dessous :

a) en cas de traitement de données à caractère personnel pour le compte exclusif de l'Aéroport, le Titulaire agit conformément aux instructions de ce dernier et aux présentes clauses ; s'il est dans l'incapacité de s'y conformer pour quelque raison que ce soit, il informe sans délais l'Aéroport de son incapacité ;

b) nonobstant les termes de l'article 4.1, considère comme « confidentielles » les informations à caractère personnel, écrites ou orales, qu'il est amené à connaître durant l'exécution du présent marché. L'obligation de confidentialité du Titulaire continue au-delà du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, aussi longtemps que lesdites informations n'ont pas été rendues publiques par l'Aéroport. Le Titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires, eu égard aux risques liés au traitement, à la nature des données à protéger et au coût de mise en œuvre, afin de protéger les données à caractère personnel contre toute perte fortuite, altération, divulgation à des tiers non autorisés ;

c) met en œuvre les mesures techniques et d'organisation appropriées liées à la sécurité avant de traiter les données à caractère personnel qui lui sont confiées ;

d) le cas échéant, tient un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Aéroport, conformément à l'article 30 § 2 et suivants du Règlement 2016/679 du 27 avril 2016 et s'engage à coopérer avec l'autorité de contrôle compétente et, sur demande, de mettre le registre à sa disposition ;

e) en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le Titulaire s'engage à obtenir au préalable l'accord écrit de l'Aéroport ;

f) en cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire veille à obtenir au préalable l'agrément de l'Aéroport et à imposer à ses sous-traitants les mêmes obligations en matière de protection de données que celles qui lui incombent en vertu du présent marché. En cas de manquement par ses sous-traitants aux obligations en matière de protection des données qui leur incombent, le Titulaire reste pleinement responsable du respect de ses obligations envers l'Aéroport ;

g) à la demande de l'Aéroport et compte tenu de la nature du traitement et des informations à sa disposition, il aide ce dernier à apporter la preuve du respect des obligations en matière de protection de données, notamment dans le cadre d'une analyse d'impact relative à la protection de données et permet la réalisation d'audits par l'Aéroport ou par un auditeur choisi de l'Aéroport, soumis à une obligation de confidentialité et y contribue ;

h) s'engage à répondre dans les délais légaux à toute demande d'exercice des droits tels que prévus par la réglementation sur la protection des données dès lors que les données se trouvent en sa possession et établit un suivi de ces demandes. Il communique à l'Aéroport, à sa demande, les demandes d'exercice de droits et la réponse qu'il y a apporté ; s'il est dans l'incapacité d'y répondre pour quelque raison que ce soit, il informe l'Aéroport dans les plus brefs délais et avec une célérité permettant à l'Aéroport de s'acquitter de cette obligation dans les délais légaux ;

i) en cas de violation de données à caractère personnel entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées contrairement aux instructions de l'Aéroport, ou d'accès non autorisé à de telles données, il s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour atténuer tout risque avéré et potentiel pour les personnes concernées et notifie la violation de données à l'Aéroport. La notification doit décrire la nature de la violation, ses conséquences probables, les mesures prises par le Titulaire et tout élément permettant à l'Aéroport de prendre des mesures proportionnées au risque identifié.

Le Titulaire s'engage à coopérer avec l'Aéroport afin de délivrer l'information légale relative à la finalité et à l'exercice des droits à tous les interlocuteurs sur l'ensemble des traitements mis en œuvre par le Titulaire pour le compte de l'Aéroport et de façon générale, pour garantir le respect des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des données.

Au terme des services de traitement de données, le Titulaire et, le cas échéant, son sous-traitant restitueront à l'Aéroport, et à la convenance de celui-ci, l'ensemble des données à caractère personnel transférées ainsi que les copies, ou détruisent l'ensemble de ces données et en apportent la preuve à l'Aéroport, à moins que la législation imposée au Titulaire ne l'empêche de restituer ou de détruire la totalité ou une partie des données à caractère personnel transférées. Dans ce cas, le Titulaire garantit qu'il assure la confidentialité des données à caractère personnel transférées et qu'il ne traite plus activement ces données pendant la durée de cette obligation légale, durée après laquelle les données sont détruites ou restituées à l'Aéroport dans les mêmes conditions que celles décrites ci-dessus.

Le Titulaire reconnaît que tout manquement à ses obligations de sécurité et de confidentialité est de nature à entraîner la résiliation du marché, conformément à l'article 28-1 k) du Cahier des Clauses Générales Produits et services.

## **ARTICLE 14 – RESPONSABILITE & ASSURANCE**

### **14.1. - Responsabilité**

Sauf la preuve d'une faute lourde ou d'un acte de malveillance de l'Aéroport, le Titulaire supporte toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber au titre de l'exécution du présent marché, pour tout dommage causé aux tiers – l'Aéroport étant considéré comme tiers – soit par lui-même soit par ses sous-traitants, soit par les personnes placées sous sa responsabilité ou celles de ses sous-traitants quelles que soient le fondement juridique de la réclamation et la juridiction saisie.

Le Titulaire garantit l'Aéroport et ses assureurs contre tout recours ou réclamation exercés par des tiers du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché. Cette garantie inclut les frais que l'Aéroport pourrait être conduit à exposer pour assurer sa défense.

### **14.2. - Assurances**

Le Titulaire souscrit auprès d'un ou plusieurs organismes d'assurance notoirement solvable(s) une ou plusieurs police(s) d'assurances garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir en raison des dommages de toute nature causés aux tiers - l'Aéroport étant considéré comme tiers - soit par lui-même, soit par ses sous-traitants, soit par les personnes placées sous sa responsabilité ou celle de ses sous-traitants, à quelque titre que ce soit, du fait ou à l'occasion de l'exécution des prestations qu'il réalise sur le site aéroportuaire ou des

matériels qu'il y a livrés ou déposés, que les prestations soient en cours d'exécution ou terminées.

La ou les polices prévoient des montants de garantie suffisants, au regard de l'objet du marché et des risques encourus, pour couvrir tout dommage corporel, matériel, y compris aux équipements et matériels aéroportuaires, ainsi que tout dommage immatériel consécutif.

Sauf stipulations contractuelles contraires, le Titulaire est tenu de souscrire une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il pourrait encourir à raison des dommages causés par les pollutions et les atteintes à l'environnement.

Le titulaire veille à ce que ses sous-traitants soient assurés dans les mêmes conditions, la police d'assurance souscrite par les sous-traitants ne pouvant avoir pour effet de réduire ou de modifier la portée de la responsabilité du titulaire à l'égard du maître d'ouvrage ou des tiers.

Le titulaire remet la ou les attestations d'assurance à l'Aéroport sur simple demande de sa part, dans un délai de dix jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution. Il veille, à l'échéance annuelle de ses polices d'assurance, au renouvellement et à la communication à l'Aéroport des attestations de ses assureurs, lesquelles doivent notamment préciser que les primes dues sont réglées et que le contrat d'assurance est en vigueur. Tout versement d'acompte peut être suspendu si le titulaire ne fournit pas les justifications demandées.

Le titulaire et ses assureurs déclarent renoncer à tous recours contre l'Aéroport et ses assureurs.

## **ARTICLE 15 – MODIFICATIONS DE L'ACCORD - OPTIONS**

Pendant son exécution, l'accord-cadre pourra être modifié dans les conditions prévues ci-dessous.

### **15.1 – Sans qu'il soit besoin de l'acter par un avenant en cas de :**

- Changement d'adresse :

En cas de changement de localisation géographique, d'adresse de l'entreprise et de changement du numéro SIRET intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer à l'Aéroport une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant. Ce changement sera confirmé par Ordre de Service. Après silence de 5 jours ouvrés de l'Aéroport à compter de la réception de la demande et des pièces justificatives, la modification sera considérée comme actée.

- Changement des coordonnées bancaires de l'entreprise :

En cas de changement des coordonnées bancaires intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'informer l'Aéroport et de lui communiquer un nouveau RIB, qui annule et remplace le précédent et devient contractuel. Ce changement est acté dès réception du nouveau RIB / IBAN et des justificatifs éventuels.

- Changement de dénomination sociale de l'entreprise :

En cas de changement de dénomination sociale intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'informer l'Aéroport et de lui communiquer un nouveau Kbis (ou équivalent), qui annule et remplace le précédent et devient contractuel. Ce changement est acté dès réception du nouveau Kbis (ou équivalent) et des justificatifs éventuels.

- – Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord

Le titulaire doit informer l'Aéroport de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par l'Aéroport, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

### **15.2 – Dans le cadre des clauses de réexamen suivantes :**

- Variation des prix prévue à l'article 9.3. ci-avant et notamment en cas d'erreur matérielle ou d'événements imprévisibles.
- Modification de la variation des prix en cas de disparition d'un indice de révision des prix :

En cas de disparition d'un indice de révision des prix, dans le cas où aucun indice de substitution n'est préconisé par l'organisme publiant l'indice initial, un nouvel indice est choisi d'un commun accord entre l'Aéroport et le titulaire et fait l'objet d'un Ordre de Service.

### **15.3 – Par un avenant en cas de :**

- Prestations complémentaires similaires : ces prestations similaires ou modifications se rapporteront à toute évolution de missions ou d'évolutions réglementaires.
- Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre :

Le titulaire doit informer l'Aéroport de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout

projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par l'Aéroport, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

#### 15.4 – Tranches

Sans objet.

#### 15.5 – Reconduction

L'accord-cadre peut être reconduit deux (2) fois pour une durée de deux (2) ans chacune. La procédure de consultation lancée par le Maître d'ouvrage tient compte de cette possibilité.

Toutefois la faculté pour l'Aéroport de reconduire l'accord-cadre n'est pas une obligation et ne confère aucun droit au titulaire.

Dans le cas où l'Aéroport déciderait de ne pas reconduire le marché, le titulaire sera informé de sa décision au moins **six (6) mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra réclamer aucun dédit ni aucune indemnité pour non reconduction de l'accord-cadre. Dans le silence de l'Aéroport l'accord-cadre est réputé reconduit.

En cas de reconduction, l'accord-cadre est reconduit dans les mêmes conditions. L'accord-cadre reconduit est régi par les dispositions des documents contractuels du présent accord-cadre.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

### ARTICLE 16 – RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Il sera fait, le cas échéant, application du CCG-Produits et Services, chapitre V avec les précisions suivantes.

#### 16.1 – Résiliation

Au-delà de 3 absences de réponse, l'Aéroport se réserve la faculté de résilier le titulaire définitivement de l'accord-cadre.

### ARTICLE 17 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES BONS DE COMMANDE

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre ou des bons de commande sont celles prévues par le CCG Produits et Services.

Fait en un seul original. A....., le.....

**Signature du titulaire :**  
(nom et signature)

**ATTENTION : Si le présent accord-cadre n'est pas signé par le représentant légal du concurrent, le signataire doit obligatoirement produire avec l'accord-cadre, un pouvoir daté et signé en original par le représentant légal l'autorisant à signer tous les documents relatifs à l'offre.**

### ARTICLE 18 - ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LA PCM

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement de l'accord-cadre, à Saint-Louis.

#### Signature de la Personne en Charge du Marché

**Tobias MARKERT**, Directeur Général de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse

#### NOTIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

La notification consiste en l'envoi au titulaire de l'accord-cadre signé par la PCM par e-LRAR (l'avis de réception par le titulaire sera joint aux présentes)